

COMMUNAUTE FRANÇAISE

N 90 — 2593

12 JUILLET 1990

Décret créant le Conseil de l'Education et de la Formation de la Communauté française

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Il est créé auprès du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, un Conseil de l'Education et de la Formation de la Communauté française, ci-après dénommé le Conseil.

Art. 2. § 1er. Les missions du Conseil de l'Education et de la Formation sont :

1° promouvoir la formation et l'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française dans le respect de l'autonomie et de la liberté pédagogique des pouvoirs organisateurs, sur base des travaux des Conseils existants;

2° formuler des propositions relatives aux rythmes scolaires et à la répartition des vacances et des congés scolaires;

3° étudier l'adéquation enseignement-formation-emploi ainsi que l'évolution du marché de l'emploi et des débouchés à la sortie des divers niveaux d'études et de formation;

4° remettre des avis sur toutes les réformes fondamentales :

— de l'enseignement, y compris sur les éventuelles modifications de la durée de l'obligation scolaire, sans préjudice des dispositions légales, décrétales ou réglementaires;

— de la formation, en ce compris la coordination des politiques des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation;

5° assurer la liaison avec les milieux économiques et sociaux pour la détermination d'une politique visant à rencontrer les besoins de l'enseignement et de la formation et notamment à assurer l'adéquation nécessaire au marché de l'emploi;

6° présenter chaque année un rapport sur la situation de l'enseignement et de la formation dans la Communauté française.

§ 2. L'Exécutif transmet le rapport au Conseil de la Communauté française au plus tard le 31 mars qui suit l'année visée par le rapport.

Art. 3. Le Conseil est composé de représentants de l'enseignement et de la formation.

L'Exécutif fixe le nombre des membres du Conseil en veillant à une répartition dans une proportion de 60/40 des représentants de l'enseignement, d'une part, de la formation, d'autre part.

Art. 4. § 1er. Il est créé au sein du Conseil deux Chambres, l'une de l'enseignement, l'autre de la formation.

§ 2. La Chambre de l'enseignement est composée de représentants des pouvoirs organisateurs des trois réseaux, des organisations syndicales représentatives des enseignants, des fédérations d'associations de parents, de l'Université de Liège, de l'Université catholique de Louvain, de l'Université libre de Bruxelles, d'un représentant pour les trois institutions universitaires incomplètes de caractère non confessionnel (Université de Mons-Hainaut, Faculté polytechnique de Mons et Faculté des sciences agronomiques de Gembloux), et d'un représentant pour les trois institutions universitaires incomplètes de caractère confessionnel (Fucam, Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur et Facultés Saint-Louis à Bruxelles), et des étudiants de l'enseignement supérieur. Aucune tendance philosophique ou religieuse n'y disposera de la majorité.

§ 3. La Chambre de la formation est composée

1° de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs ainsi que de représentants des organisations représentatives des milieux agricoles, de manière à ce qu'il y ait parité au sein des partenaires sociaux;

2° de représentants de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'Office régional bruxellois de l'emploi, de l'Institut francophone de formation permanente des Classes moyennes, du Conseil supérieur de l'Education permanente et de représentants des organisations de formation agricole présentés par le ministre-membre de l'Exécutif compétent en matière de formation agricole.

Art. 5. Les membres du Conseil sont nommés par l'Exécutif. L'Exécutif nomme un suppléant pour chaque membre effectif. Le membre suppléant siège en l'absence du membre effectif.

Les présidents des Chambres sont nommés par l'Exécutif sur proposition des membres concernés. Le mandat des membres est de quatre ans, renouvelable deux fois.

La présidence du Conseil est assurée, par rotation annuelle, par les présidents des Chambres. Le premier mandat est dévolu par tirage au sort. L'autre président de Chambre assure la vice-présidence.

(1) *Séance 1989-1990.*

Documents du Conseil. — N° 142, n° 1. Projet de décret. — N° 2. Rapport. N°s 3 et 4. Amendements. — Rapport intégral. Discussion et adoption. Séance du 10 juillet 1990.

Art. 6. Il est créé au sein du Conseil un Bureau dont la composition, fixée par l'Exécutif,

— respecte la parité entre les représentants de l'enseignement et de la formation;

— assure la représentation des composantes reprises à l'article 4, §§ 2 et 3.

Le président et le vice-président du Conseil exercent les mêmes mandats au sein du Bureau.

Art. 7. § 1er. Le Conseil donne des avis soit d'initiative, soit à la demande des ministres compétents.

§ 2. Toute question est d'abord traitée au Bureau. Celui-ci détermine les problèmes qui doivent être examinés soit en Conseil, soit dans l'une ou l'autre Chambre.

§ 3. Lorsqu'une Chambre a délibéré, elle transmet ses conclusions à l'autre Chambre qui dispose d'un délai de quinze jours de calendrier pour marquer une éventuelle opposition. S'il échet, le dossier est renvoyé, pour étude complémentaire, au Bureau qui se charge de présenter une proposition de conclusion au Conseil.

§ 4. Le Conseil ne délibère que si la majorité des membres représentant l'enseignement, d'une part, la formation, d'autre part, sont présents.

Toute décision doit recueillir la majorité simple au sein du Conseil et de chacune des Chambres.

Des notes de minorité peuvent être jointes à tout avis et proposition.

§ 5. Le Conseil, les Chambres et le Bureau peuvent constituer, au départ de leurs composantes, des groupes de travail et faire appel à des experts.

Art. 8. Le Conseil, les Chambres et le Bureau arrêtent leur règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par l'Exécutif.

Leur secrétariat est assuré par deux fonctionnaires de l'Administration ayant au moins le rang de secrétaire d'administration.

Art. 9. § 1er. Les crédits nécessaires au fonctionnement du Conseil sont inscrits chaque année au budget du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française.

§ 2. Les frais de déplacement des membres du Conseil ou des experts n'ayant pas leur résidence administrative à Bruxelles sont remboursés.

Art. 10. Le décret du 22 décembre 1983 relatif à la création du Conseil supérieur des formateurs de la Communauté française est abrogé.

Art. 11. Le Conseil et le Bureau sont installés dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation,
du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

F 90 — 2593

12 JULI 1990

Decreet tot oprichting van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt een Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap opgericht, hierna de Raad genoemd.

Art. 2. § 1. De opdracht van de Raad voor Onderwijs en Vorming bestaat erin:

1° de vorming en het onderwijs te bevorderen, die door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd worden, met eerbiediging van de autonomie en van de pedagogische vrijheid van de inrichtende machten, op grond van de werkzaamheden van de bestaande Raden;

2° voorstellen te doen betreffende het ritme van het schoolleven en de spreiding van schoolvakantie en -verlof;

3° de onderlinge aanpassing onderwijs-vorming-werkgelegenheid na te gaan, alsook de evolutie van de arbeidsmarkt en van de toekomstmogelijkheden voor afgestudeerden van de verschillende onderwijs- en vormingsniveaus;

4° adviezen uit te brengen over alle belangrijke hervormingen:

— van het onderwijs, m.n. over een wijziging van de duur van de leerplicht, onverminderd de bepalingen van wetten, decreten en verordeningen;

— van de vorming, met inbegrip van de coördinatie van het beleid van de subregionale comités voor tewerkstelling en vorming;

(1) Zitting 1989-1990.

Documenten van de Raad. — Nr. 142, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 2. Verslag.—Nrs. 3 en 4 Amendementen. — Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 juli 1990.

5° te voorzien in overleg met de sociaal-economische kringen voor het uitwerken van een beleid dat aan de behoeften van onderwijs en vorming voldoet en aangepast is aan de arbeidsmarkt;

6° jaarlijks verslag uit te brengen over de toestand van onderwijs en vorming in de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Executieve zendt het verslag aan de Raad van de Franse Gemeenschap over, uiterlijk op 31 maart na het betrokken jaar.

Art. 3. De Raad bestaat uit vertegenwoordigers van onderwijs en vorming. De Executieve bepaalt het aantal leden van de Raad, volgens een verdeling 60/40 tussen de vertegenwoordigers van het onderwijs en die van de vorming.

Art. 4. § 1. In de Raad worden een kamer voor onderwijs en een kamer voor vorming opgericht.

§ 2. De kamer voor onderwijs omvat vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de 3 netten, van de vakverenigingen van leerkrachten, van de verbonden van ouderverenigingen, van de Universiteit te Luik, de Université catholique de Louvain, de Université libre de Bruxelles, één vertegenwoordiger voor de 3 onvolledige niet-confessionele universitaire instellingen (Universiteit van Bergen-Henegouwen, Faculté polytechnique de Mons en Faculté van de Landbouwwetenschappen te Gembloux), één vertegenwoordiger voor de drie onvolledige confessionele instellingen (FUCAM, Facultés Notre-Dame de la Paix te Namen, Facultés Saint-Louis te Brussel), en van de studenten van het hoger onderwijs. Geen enkele filosofische of godsdienstige strekking mag er over een meerderheid beschikken.

§ 3. De kamer voor vorming omvat :

1° vertegenwoordigers van de representatieve verenigingen van werkgevers en werknemers en van de representatieve verenigingen van landbouwers, met pariteit tussen de sociale partners;

2° vertegenwoordigers van de « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi », van de « Office régional bruxellois de l'emploi », van het « Institut francophone de formation permanente des Classes moyennes », van de Hoge Raad voor voortgezette vorming en vertegenwoordigers van de organisaties voor landbouwopleiding voorgedragen door de minister die in de Executieve inzake opleiding van landbouwers bevoegd is.

Art. 5. De leden van de Raad worden door de Executieve benoemd. De Executieve benoemt voor elk werkend lid een plaatsvervanger. Deze heeft zitting wanneer het werkend lid afwezig is.

De voorzitters van de kamers worden door de Executieve benoemd op de voordracht van de betrokken leden. Het mandaat van de leden duurt 4 jaar en kan tweemaal vernieuwd worden.

De Raad wordt beurtelings voorgezeten door de voorzitters van de kamers, telkens voor één jaar. Het eerste mandaat wordt uitgeloot. De andere kamervoorzitter is ondervoorzitter van de Raad.

Art. 6. In de Raad wordt een Bureau opgericht waarvan de door de Executieve bepaalde samenstelling :

— voorziet in pariteit tussen de vertegenwoordigers van het onderwijs en die van de vorming;

— voorziet in de vertegenwoordiging van de groepen bedoeld in art. 4, § 2 en 3.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad oefenen in het Bureau dezelfde mandaten uit.

Art. 7. § 1. De Raad brengt advies uit op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde ministers.

§ 2. Elke kwestie wordt eerst door het Bureau behandeld : het bepaalt welke problemen in de Raad of in één van beide kamers moeten onderzocht worden.

§ 3. Wanneer een kamer beraadslaagd heeft, deelt ze haar besluiten mee aan de andere kamer, die binnen veertien kalenderdagen bezwaren kan laten gelden. Desnoods wordt het dossier voor aanvullend onderzoek teruggezonden naar het Bureau, dat een ontwerpbesluit aan de Raad voorlegt.

§ 4. De Raad beraadslaagt als de meerderheid van de leden die enerzijds het onderwijs, anderzijds de vorming vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Elke beslissing vereist de gewone meerderheid in de Raad en in elk van de kamers.

Bij alle adviezen en voorstellen kunnen minderheidsnota's gevoegd worden.

§ 5. De Raad, de kamers en het Bureau kunnen, uitgaande van de groepen die erin vertegenwoordigd zijn, werkgroepen samenstellen en een beroep doen op deskundigen.

Art. 8. De Raad, de kamers en het Bureau stellen hun huishoudelijk reglement vast; dit wordt goedgekeurd door de Executieve.

Hun secretariaat wordt waargenomen door 2 ambtenaren van het bestuur, met ten minste de rang van bestuurssecretaris.

Art. 9. § 1. De kredieten voor de werking van de Raad worden jaarlijks uitgetrokken op de begroting van het ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De reiskosten van de leden van de Raad of van de deskundigen die te Brussel geen administratieve standplaats hebben, worden terugbetaald.

Art. 10. Het decreet van 22 december 1983 betreffende de oprichting van de hoge raad voor de vormingswerkers van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 11. De Raad en het Bureau worden geïnstalleerd binnen de 3 maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,

F. GUILLAUME